

# **L'Après M : d'une mobilisation pour la protection de l'emploi à la réappropriation du lieu de travail et du territoire**

Maryline El Khoury

## **Résumé**

Après avoir mené une lutte syndicale pour l'obtention de droits sociaux, les travailleurs et travailleuses du Mc Donald's de Ste Marthe le Camp, dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, parviennent à contraindre le patron franchisé de liquider le restaurant, plutôt que de céder la direction et mettre en péril les quelques septante emplois existants. Si les emplois ne sont pas conservés, le lieu lui, est protégé et occupé par d'anciens salariés qui se mobilisent au début de la crise sanitaire pour apporter une réponse à l'insécurité alimentaire dans leurs quartiers particulièrement touchés par la détresse sociale et alimentaire. L'enjeu n'est pas uniquement de défendre l'outil de travail et l'emploi. L'occupation du restaurant rend également possible l'expérimentation d'un modèle socio-économique et politique alternatif à celui de Mc Donald's. Ce texte propose d'explorer à la fois les conditions objectives et matérielles qui ont rendu possible la mobilisation et les représentations subjectives des acteurs, leur rapport au projet de coopérative, aux pouvoirs publics et de les situer dans l'espace des mobilisations sociales.

Ma communication portera sur la mobilisation sociale de l'Après M ainsi que sur les enjeux autour des dynamiques de transformation de la lutte : d'une forme syndicale se déployant dans le cadre d'une entreprise, revêtant la forme d'un conflit entre des travailleurs, des travailleuses et un patron franchisé, la lutte s'oriente progressivement vers une forme plus territoriale d'expérimentation politique d'un nouveau modèle social notamment avec l'horizon d'une réouverture du restaurant en Société Coopérative d'Intérêt Collectif (scic). Les réflexions présentées ci-après s'inscrivent dans un travail exploratoire d'enquête ethnographique. Depuis le mois d'octobre de l'année 2021, j'ai réalisé quatre séjours d'environ un mois à Marseille durant lesquels j'ai passé du temps avec les bénévoles du projet et tenté de comprendre le processus de la mobilisation, les valeurs des acteurs, des actrices, leurs représentations de la lutte et les valeurs de leur engagement. Les observations participantes composent la majeure partie de mon dispositif ethnographique. Admise sur le terrain en tant que bénévole, j'ai passé des journées et des soirées entières sur place, participant aux diverses activités, aidant à la confection et à la distribution des colis alimentaires, tenir de nombreuses discussions plutôt informelles avec les membres présents. Il s'agira ici de rendre compte des premières réflexions qui émergent de mes observations et de présenter quelques pistes théoriques pour comprendre ce qui s'institue à l'Après M. Mes réflexions prendront ainsi pour le moment davantage la forme d'esquisses, de balbutiements et d'hypothèses que de réponses bien établies et bien structurées.

Mon enquête n'a pas pour objectif de trouver les plus petits dénominateurs communs que partage l'Après M avec d'autres mobilisations qui revêtent des pratiques similaires pour en tirer un modèle général, intemporel. Cette posture reviendrait à chercher une définition essentialiste de l'auto-gestion ou de l'occupation des territoires comme moyen politique d'expérimenter de nouvelles normes sociales. L'intention n'est pas non plus de ne décrire l'Après M que comme cas d'étude en soi, en tant que modèle avec ses enjeux propres et ses logiques intrinsèques. La description d'un cas d'étude pour lui-même reviendrait à esquiver la construction d'objet, centrale en sciences sociales. Avec Bourdieu, je tenterai d'éviter tant l'esquisse d'une définition essentialiste que celle d'une définition historiciste<sup>1</sup>. Telle est la posture préconisée pour cadrer mon enquête et les conséquences méthodologiques en sont les suivantes : adopter une analyse davantage relationnelle et dynamique de la mobilisation afin d'en questionner les principes de variations. En même temps, ces principes de variations seront interrogés en appréhendant les structures invariantes dans lesquelles la mobilisation s'inscrit. En d'autres termes, il s'agira de comprendre les spécificités locales, géographiques, subjectives, en somme contextuelles de la lutte à l'Après M, tout en cherchant à comprendre dans quelles traditions historiques et quels héritages politiques il s'inscrit. L'enjeu sera de situer l'Après M dans l'espace politique des expériences protestataires. Dans quel champ s'inscrit-il ? Dans quel sous-champ de l'économie ? Dans quel contexte ? De quel autogestion est-il question ? Dans quelle expérience de la coopérative ? Contre qui se positionne-t-il ? Contre quelles valeurs/ acteurs ? Quelle tradition politique et économique prolonge-t-il ? Détourne-t-il ? La théorie bourdieusienne des champs, attentive aux relations, aux oppositions ou aux complicités permet de voir qu'il y a un enjeu à la définition de l'expérience décrite, « la définition des limites fait partie de l'objet de la recherche, quand ce n'est pas l'objet même de la recherche »<sup>2</sup> écrit-il justement. Ainsi je ne me risquerai pas à énoncer que l'Après M, c'est ceci ou cela, mais je tenterai d'en éclairer certains enjeux et à partir ceux-ci essayer de comprendre ce qui se joue à l'Après M.

J'aborderai dans un premier temps les dynamiques objectives de la mobilisation : comment celle-ci se transforme ou plutôt se prolonge, d'une lutte syndicale, inscrite dans le cadre d'un conflit pour la protection de l'emploi vers une expérimentation d'un modèle social et politique alternatif au capitalisme, basé sur l'occupation et la protection d'un territoire et l'organisation collective d'une

---

<sup>1</sup> Bourdieu, P. Cours du 11 mai 1973, dans Champagne, P. (2013), « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975 », Le Seuil, « Actes de la recherche en sciences sociales », N° 200.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

réponse à des problèmes locaux. Dans un deuxième temps, je traiterai des conditions subjectives de la lutte. Le rapport à l'idéologie, les imaginaires en vigueur, les justifications et les valeurs qu'ont les acteurs est les actrices de leur engagement. Enfin, je tenterai de décrire l'entraide déployée à l'Après M et ce que les enjeux autour de celle-ci disent de la position de la lutte dans l'espace socio-politique contemporain.

## **I. Dynamiques de mobilisation : d'un conflit syndical à l'expérimentation politique d'un modèle social et économique différent de celui de Mc Donald's**

Dans le sillon d'Eric Olin Wright, je tente de rendre compte des conditions objectives de possibilité de la mobilisation. Pour le sociologue, le capitalisme est défini comme un écosystème dans lequel figure une diversité de modèles économiques<sup>3</sup>. La stratégie d'érosion du capitalisme qu'il préconise consiste à multiplier les alternatives sociales, économiques et politiques au modèle capitaliste et de faire en sorte qu'à la longue, ces expérimentations deviennent hégémoniques. Pour cela, il faut que de telles expérimentations puissent se pérenniser dans le temps. Cette posture matérialiste implique de se demander à quelles conditions, à la fois endogènes et exogènes, les expérimentations ou les propositions envisagées sont-elles capables de durer en restant fidèles aux changements souhaités des structures existantes ?<sup>4</sup> Aussi, quelles conditions contextuelles sont favorables à son épanouissement ? Pour esquisser des réponses à ces questions, je tenterai d'analyser à quel point l'initiative mise en place à l'Après M dépend du milieu politique et social, local ou national, dans lequel il se trouve.

### *D'une occupation au développement<sup>5</sup> de l'entraide dans le quartier*

#### **Conflit syndical - grève - occupation**

La lutte qui se déploie à l'Après M semble en partie s'inscrire dans la tradition politique des mobilisations de travailleurs et travailleuses pour la protection de leur emploi - la résistance s'articulant initialement autour de la protection du contrat de travail. Le **premier mode de résistance** des travailleurs et des travailleuses de la chaîne est celui d'une lutte pour davantage de

---

<sup>3</sup> Wright, E.O. (2017), *Utopies réelles*, La Découverte, Paris.

<sup>4</sup> Guéguen, H. Jeanpierre, L. (2022). *La perspective du possible, Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, La découverte, Paris.

<sup>5</sup> Le terme « développement » fait référence à un usage local de ce terme : « zone à développer »

droits sociaux, garants de meilleures conditions de travail et par conséquent de vie. Les salariés s'opposent aux gestionnaires de la franchise à partir de 2012. Durant cette période, les salariés du McDonald de St Barthélémy font partie d'une unité économique et sociale qui lie le Mc Donald's à six autres branches, soit 370 salariés qui négocient ensemble leurs conditions de travail. En 2012, c'est dans le restaurant de St Barthélémy qu'est lancée une grève pour l'obtention du 13e mois de salaire. Les salariés/salariées obtiennent la contractualisation des avantages sociaux qu'ils et elles revendiquent sur les différentes années qui suivent 2012 : 13e mois de salaire, mutuelle prise en charge par l'employeur de 90 à 95%, prime à l'intéressement. Cette contractualisation suppose que les droits sociaux ne sont pas simplement acquis en nature, mais inscrits dans le contrat de travail, créant de fait un précédent. Les droits revendiqués et acquis sont assemblés dans ce que Kamel (leader syndical et meneur du projet de l'Après M) qualifie de « nouvelle charte sociale ». Opposés aux conditions de travail déplorables imposées par la multinationale, les salariés/salariées de la branche de St Barthélémy composent cette charte sociale supposée recouvrir l'ensemble des droits sociaux revendiqués par les salarié.e.s et destinée à s'étendre à l'ensemble des branches de la multinationale.

Contrairement aux autres branches de la multinationale, les anciens salariés/salariées du restaurant liquidé avaient des contrats longs au sein de l'entreprise. Ces contrats contrastent avec le grand turnover que connaissent les autres branches. Certains salariés font toute leur carrière au Mc Do de Ste Marte, comme le leader du mouvement syndical qui est embauché en 1998 et qui y restera jusqu'en 2018, année de fermeture du restaurant. Cette ancienneté participera notamment à faire de lui le représentant charismatique de l'Après M. La longévité des contrats et l'ancrage local des travailleurs et les travailleuses participent à créer un rapport affectif au restaurant. Mc Donald's s'intègre d'une certaine manière au territoire. Le lieu est décrit comme la place du village dans des quartiers Nords où des aménagements pour enfants sont presque inexistantes. En 2018, le conflit politique et économique s'intensifie, les gestionnaires de la franchise menacent de licencier la totalité des salariés (plus de 70) et de remettre la direction à un autre gestionnaire. L'indiscipline des travailleurs dérange<sup>6</sup>. Cette indiscipline se base non seulement sur les épisodes répétés de grèves et de revendications de droits sociaux supplémentaires, mais aussi sur l'élaboration d'un modèle interne décrit comme solidaire, malgré le fait qu'il soit mis en place dans une multinationale. En effet, les managers avaient une certaine marge de manoeuvre dans l'attribution des contrats et des horaires de travail. La répartition du travail ainsi que l'organisation des horaires se faisaient sous le

---

<sup>6</sup> Chamayou, G. (2018), « La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire », La Fabrique.

principe du « travailler moins pour travailler tous ». Des contrats à mi-temps étaient multipliés pour doubler le nombre d'employés qui auraient normalement pu être embauchés.

Les solidarités internes à l'équipe des salarié.e.s reposent sur des affinités extra-professionnelles comme l'attachement commun aux quartiers nord. Ces solidarités auraient poussé l'Etat et les gestionnaires de la franchise Mc Donald's à y mettre un terme. Le franchisé tente de remettre le restaurant à un repreneur, mais les salariés, craignant de perdre leur emploi dénoncent un plan social déguisé. Un combat juridique rythmé de nombreux procès ainsi qu'une grève de plusieurs mois aboutiront à la victoire des travailleurs et des travailleuses qui obtiennent que le restaurant ne puisse pas être revendu. Le restaurant est ainsi liquidé judiciairement. Le « premier » mode du conflit s'achève plus ou moins à ce moment là, où commencent la crise sanitaire et l'annonce du premier confinement. Les quartiers nord comme le reste de la France et du monde sont très touchés par la crise sanitaire, qui ne vient qu'exacerber une grande précarité et un isolement social déjà bien marqués. Une crise du *care* est particulièrement perceptible (le terme de *care* fait référence à ce que des auteurs comme Pascale Molinier, Sandra Laugier et Patricia Paperman, définissent comme « un verbe d'action qui signifie « s'occuper de », « faire attention », « prendre soin », « se soucier de » (...) »<sup>7</sup> et qui incombe généralement aux femmes et aux groupes sociaux les plus précaires et les plus marginalisés) - crise des soins dans les hôpitaux publics, crise dans l'aide aux personnes âgées, dans l'aide ménagère, dans l'aide alimentaire, etc.) et il semblerait que c'est en partie autour d'elle que s'articulera le **deuxième mode de résistance** à l'Après M.

### **Zone à développer - l'occupation comme occasion d'émergence de nouveaux imaginaires**

L'occupation du lieu de travail ainsi que la protection de l'outil n'aboutissent ni à la création immédiate d'emplois ni au relancement imminent de l'activité de production. Face à l'urgence sociale imposée par la crise sanitaire et les politiques qui l'ont accompagnées, les salariés/salariées tout juste licencié.e.s, dont Kamel est à la tête, décident de se servir de l'espace du restaurant pour distribuer des colis alimentaires et venir en aide aux familles et aux personnes isolées. Kamel était à la tête de la lutte syndicale, il continue à chapeauter la mobilisation à travers la gestion des distributions alimentaires. Les ancien.ne.s salarié.es et les bénévoles qui les rejoignent à ce moment là ont été pris au jeu d'une occupation rendue possible par un bâtiment équipé et en arrêt d'activité.

---

<sup>7</sup> Molinier, P. Laugier, S. (2009). Politiques du *care*. Multitudes.

La conjoncture se présente comme une opportunité saisie par les acteurs pour tester un nouveau rapport au territoire, au temps, au travail.

Les salariés/salariées occupent le restaurant pendant plusieurs mois et distribuent des milliers de colis alimentaires aux familles du quartier et des environs. A partir de ce moment là, la lutte prend la forme d'une auto-organisation du lieu (organisation collective de l'approvisionnement des produits à distribuer, organisation d'évènements festifs, etc). La menace d'expulsion poussera les membres du projet à créer une Société Citoyenne Immobilière (La part du peuple) afin de récolter des dons et racheter collectivement le bâtiment à Mc Donald's. N'ayant pas obtenu la somme demandée (1,2 million) dans les temps impartis avant l'expulsion, les salarié.e.s acceptent la proposition que leur fait aussitôt le maire de racheter le bâtiment au franchisé. L'illégalité de l'occupation est dénoncée par des représentants politiques que l'indiscipline des travailleur.euse.s agace : Cédric Dudieuzère (RN) dira par exemple, s'adressant au maire de la ville : « Cet établissement a été réquisitionné et squatté par une partie de ses anciens salariés de manière totalement illégale. Ce que tout élu aurait dû dénoncer, vous avez décidé de l'encourager », ou encore Catherine Pila, présidente du groupe LR : « Vous cautionnez les squatteurs, M. le maire »<sup>8</sup>.

En dépit des frustrations de ces représentants politiques qui jouent le jeu de l'attribution arbitraire du statut de « bon » ou de « mauvais » squatteurs<sup>9</sup>, les salariés, rejoints par des bénévoles parviennent à obtenir les clés du bâtiment. Mais la pérennisation du lieu n'est toutefois pas totalement garantie par l'obtention des clés. Si l'acquisition de celles-ci permet en effet aux membres du projet d'occuper l'espace désormais de manière légale, une incertitude demeure : celle de la capacité à devenir propriétaire du lieu, s'approprier véritablement le bâtiment et se garantir l'autonomie de la gestion de l'espace et de ses ressources.

L'occupation du restaurant rend possible la construction d'un imaginaire politique inspiré de la ZAD, détourné en « zone à développer ». L'Après M rejoint une tradition politique qui s'éloigne du conflit de travail classique pour l'obtention ou la protection des droits sociaux pour rejoindre une forme d'occupation qui ouvre la voie d'une expérimentation de nouvelles normes sociales, de

---

<sup>8</sup> Rédaction Marseille, « Marseille. L'ancien McDonald's de Saint-Barthélémy officiellement racheté par la ville », ActuMarseille, 9 juillet 2021, [https://actu.fr/provence-alpes-cote-d-azur/marseille\\_13055/marseille-l-ancien-mcdonald-s-de-sainte-barthelemy-officiellement-rachete-par-la-ville\\_43337776.html](https://actu.fr/provence-alpes-cote-d-azur/marseille_13055/marseille-l-ancien-mcdonald-s-de-sainte-barthelemy-officiellement-rachete-par-la-ville_43337776.html)

<sup>9</sup> Bouillon, F. (2009), *Les mondes du squat*. Presses Universitaires de France. Et Coutant, I. (2000), *Politiques du squat*, La Dispute.

nouvelles manières de s'auto-organiser et de gérer l'espace du territoire afin de se le réapproprier et redéfinir collectivement les valeurs qui guident les activités qui s'y tiennent. Outre l'objectif de recréer du travail (qui n'est pas immédiat dans ce cas), la mobilisation vise à mettre le territoire au service de ses habitants. Les meneurs de la mobilisation se rendent compte que l'espace de l'ancien fast food peut être investi collectivement comme plateforme d'entraide, d'échanges, d'organisation, d'aide juridique, etc. L'idée de faire de l'ancien fast food plus qu'un restaurant émerge de la pratique. Les salariés/salariées n'ont pas anticipé ce qui allait advenir sur leur lieu de travail. On peut dire avec Ubaldo Ribeiro<sup>10</sup> qu'« aucune entreprise d'économie solidaire ne naît d'un projet. Ces entreprises naissent de la résistance que les travailleurs opposent à la grande injustice que représente la concentration des richesses entre les mains de l'État et des élites (brésiliennes). [...] Les enfants de l'exclusion sociale ou des politiques publiques en faveur des exclu-es de la société naissent dans la rue, dans les grèves, dans la résistance, dans les occupations. (...) »<sup>11</sup>. C'est dans l'occupation, dans la grève et dans la saisie d'une brèche que l'Après M est né. Le restaurant a été liquidé, il était vide, il y avait besoin d'aide et de nourriture dans le quartier pendant la crise sanitaire, ils et elles avaient accès au restaurant, alors ils et elles l'ont occupé, s'en sont servi et ont fait du fast food liquidé un espace commun de ravitaillement. Les résistances émergent ainsi dans des situations très pragmatiques, face à des urgences et la nécessité de trouver des solutions.

Toutefois, les conditions objectives de nécessité de mobilisation ne suffisent pas à justifier la mobilisation. Il est possible de douter des propos de Jose Bové lorsqu'il affirme lors d'une visite à l'Après M que ce genre d'initiatives, « si c'est possible ici, ce sera possible partout ».<sup>12</sup> A quel point une telle mobilisation est-elle reproductible ailleurs ? Quelles sont les conditions spécifiques de réussite ? Sans attester d'un lien de causalité immédiat, on peut tout de même soulever le fait que le maire qui se propose de racheter le bâtiment à Mc Donald's est au moment de la lutte un maire socialiste et qu'il s'exprime en faveur de la mobilisation. Aussi, on peut se demander si la crise sanitaire qui tombe à ce moment là ne rend pas tolérable plus que dans d'autres contextes

---

<sup>10</sup> Ribeiro, J.U. (2010), *Braziliaanse monologen*, cité par Cherfem, C.O. in Verschuur, C., Guérin, I. et Hillenkamp, I. (dir.), *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires*, Cahiers Genre et Développement, n°10, Genève, Paris : L'Harmattan, 2017, pp. 289-304. « Consubstantialité du sexe, de la race et de la classe dans l'économie solidaire : une analyse à partir du cas de l'usine Catende (Brésil) »

<sup>11</sup> *Ibidem*.

<sup>12</sup> Made in Marseille, 2020, « L'Après M, retour sur le lancement symbolique du fast-food social dans un ancien McDo », <https://madeinmarseille.net/84004-lapres-m-retour-sur-le-lancement-symbolique-du-fast-food-social-dans-un-ancien-mcdo/> (consulté le 30 juin 2022).

l'occupation illégale du lieu pour subvenir aux besoins croissants de nourriture dans le quartier ? Enfin, les solidarités que suscite la lutte des salarié.e.s, auprès des gilets jaunes, des syndicalistes, des militants du centre ville écolo, anticapitalistes, etc. ne participent-elles pas à son succès ?

## **Conditions subjectives de la mobilisation : formulations idéologiques et rapport au politique**

Les conditions de travail difficiles qu'imposent le modèle d'exploitation de la multinationale ne produisent pas pour autant une critique en bloc de celle-ci. La multinationale est critiquée par le meneur de la mobilisation pour ce qu'elle produit comme exploitation. Il décrit les gestionnaires de la franchise comme venant exploiter la misère sociale des quartiers. Les habitants et habitantes du quartier sont également décrits comme des opprimés, des exploités et la responsabilité incombe à des structures oppressives. L'ennemi n'est pas défini de manière individuelle mais c'est bien un système qui est dénoncé et c'est contre ce que ce système permet que l'engagement se justifie. Se réapproprier le territoire et y organiser de l'entraide est une manière de se venger des pouvoirs publics qui les maintiennent dans l'exclusion, la stigmatisation et la précarité et se venger du franchisé qui s'approprie les richesses produites dans les quartiers nords par leurs habitants et à leur dépens. Cette vengeance qu'Elsa Dorlin décrit comme « le signe d'une subjectivité qui ne s'est pas laissée abattre par la domination »<sup>13</sup> guide d'une certaine manière les acteurs/ actrices impliqué.e.s dans le projet. Des formules telles que « on va leur prouver de quoi on est capable » en attestent. La musique de Soso Maness *Mistral* qui commence avec « Nous sommes des enfants des quartiers nord et à pied ça fait loin jusqu'au vieux port » est souvent fredonnée en interview ou lors de prise de parole. Cette référence acte également la fierté d'appartenance aux quartiers nord et la réappropriation du stigmaté associé à qui habite ces quartiers.

La stratégie de démonstration par les faits et par les actes est très présente à l'Après M. Lors de l'occupation initiale, les militants écologiques et anticapitalistes ainsi que les syndicalistes ont amené leur savoirs et leur bagage idéologiques pour soutenir les salariés/salariées engagé.e.s. S'est constitué à ce moment là, dans un mélange avec les références politiques et sociales des anciens salariés du quartier, le socle idéologique sur lequel le projet devait ensuite reposer. Ont été énoncées les idées d'aménagement d'un jardin potager, d'une plateforme d'entraide, de coopérative, de

---

<sup>13</sup> Rencontre avec Elsa Dorlin au TNBA à l'occasion de la parution de son ouvrage "Sexe, genre et sexualités : introduction à la philosophie féministe », Librairie Mollat, mars 2022.

distribution alimentaire, et une partie de ses idées était déjà en train d'être expérimentée sur le lieu. Ce socle participait à mobiliser différents groupes sociaux de solidarité : gilets jaunes, chômeurs, anciens salariés, militants écologiques, etc. Un front s'est ainsi constitué et continue à se former et se transformer au cours de la mobilisation. Un ensemble de symboles capitalistes sont détournés au profit des valeurs d'un modèle social d'entraide : le logo Mc Donald's est détourné en Après M pour Après Mc Do, un service de distribution de colis alimentaire gratuit à domicile est baptisé Uber solidaire. Symboliquement aussi, alors que les *drive* servaient à vendre les burgers de la multinationale et représentaient l'archétype de la consommation marchande rapide, ils sont désormais utilisés pour distribuer de la nourriture dans une logique d'entraide et gratuite. Ce sont tant d'éléments que les meneurs de la mobilisation rappellent lors des prises de paroles publiques pour acter la réappropriation qu'ils ont opéré du lieu de travail et de ses valeurs.

« On est apartisan, mais ce qu'on fait est très politique ». Cette phrase de Fatih, un autre meneur du projet révèle la volonté de se mettre à distance des partis politiques et des élus, notamment parce que les habitant.e.s des quartiers nord disent ne jamais être pris en compte positivement dans les politiques publiques sur les quartiers et n'être jamais évoqués pour autre chose que la criminalité, la drogue et la prostitution par ces derniers. Une grande méfiance par rapport à la politique institutionnelle, tant des représentants de droite que des représentants de gauche habite les bénévoles. Cette méfiance ne conduit pas pour autant à une posture dogmatique et de total rejet par rapport aux élu.e.s : nombre d'élue.e.s sont déjà venus visiter le lieu, mais les membres de l'après M prennent ces visites à la légère : ils les accueillent, leur servent le café, mais n'attendent rien d'eux. Une certaine complaisance feinte est en jeu.

Une stratégie offensive semble guider la lutte dans le sens où les acteurs et les actrices du projet n'attendent pas de la mairie qu'elle leur dise comment s'organiser, ni dans quelles conditions. Légalement, il est par exemple interdit aux membres de l'après M d'interposer ou de modifier les infrastructures dans l'enceinte du restaurant, pourtant, ils ont fait installer trois conteneurs et un algeco sur l'espace du parking. Ces derniers sont actuellement repeints et aménagés pour accueillir le stock sec, le stock frigo et une petite cuisine, peu importe la contrainte légale. Le déplacement des stocks et l'aménagement d'une cuisine extérieure sur le parking s'explique par l'ouverture prochaine du restaurant en fast social food et la nécessité de mettre aux normes d'hygiène les locaux internes. Les responsables de la mobilisation justifient le contournement de l'impératif légal en rappelant que le maire est venu sur place, a tenu un discours élogieux envers le projet, saluant

l'entraide et la solidarité déployées dans cette initiative et qu'il perdrait la face en demandant de retirer les conteneurs... « Qu'est ce qu'ils vont faire ? Les retirer ? Qu'ils viennent ... ! ». La stratégie est celle de rendre irréversible le projet d'entraide. De le rendre irréversible d'abord symboliquement et politiquement en attirant l'attention des médias et des milieux militants. Mais aussi socialement et économiquement, en faisant du lieu un incontournable dans le quartier et dans le réseau d'entraide et de distribution alimentaire des quartiers. Que l'Après M soit un exemple, qu'il constitue un front de résistance, d'alliance et une référence pour les personnes qui souffrent de détresse alimentaire. L'Après M semble doré et déjà devenir une référence. Les lundis matins, jour de distribution des colis, au bureau d'inscription, de nombreux nouveaux inscrits sont envoyés par le Samu social ou par d'autres associations. Etre indispensables et intransigeants pour qu'il soit impensable de les chasser. Pérenniser le lieu pour sécuriser l'entraide. Voilà ce qui semble se jouer dans le programme de pérennisation de l'Après M.

La légitimité à occuper le lieu est justifiée par le fait que pendant des années, ce sont les gens du quartier qui ont fait vivre le restaurant, tant l'équipe des salariés/salariées qui y travaillaient que les familles qui venaient consommer sur place. Se réapproprier l'outil de travail et l'espace de travail, c'est une manière de se réapproprier également les richesses qui sont produites sur le territoire. « Prendre ce qui nous est du », « L'Etat ne nous fait pas de cadeau, la mairie non plus... tout ce qu'on peut faire seuls pour le moment on le fera seuls, mais si un jour on a besoin d'aide de l'Etat, ce ne sera pas un cadeau de leur part... ça nous est du ! Et la mairie aussi... elle ne nous a pas fait de cadeau en rachetant... le maire n'a pas racheté avec son argent de poche... c'est l'argent des gens, l'argent du peuple » : ces propos de la part des meneurs du projet rendent compte d'une critique du rôle des pouvoirs publics et de la gestion du budget dont ils sont responsables.

Néanmoins, le principe de « nécessité fait loi » en vigueur à l'Après M doit composer avec la position sociale des acteurs dans l'espace politique où ils se trouvent. Objectivement, les cités des quartiers nord et ses habitants sont dépeintes négativement par les représentants politiques. Nombre de stigmates leur sont attachés du fait qu'ils aient des origines algériennes, qu'ils soient de confession musulmane, qu'ils habitent dans des cités populaires, etc. Cette posture d'exclure et de discriminer les force à marcher sur un fil. C'est à dire que leur stratégie offensive n'est pas tellement offensive à tous les niveaux. Lorsque les démarches peuvent être faites légalement et dans la forme de manière efficace, ça l'est. Aussi, ils n'opèrent par de grandes polémiques ou des discours politiques conflictuels publiquement. Ils sont engagés dans des conflits politiques nombreux, mais ceux-ci se règlent davantage sous le mode de l'infra, dans l'ombre, dans le silence, discrètement, de sorte à éviter de se mettre à dos l'Etat ou des représentants. Ne pas risquer d'être renvoyé au

stigmaté et cela passe également par une recherche d'intransigeance. Par exemple, un bénévole de l'Après M qui gère une association dans le quartier est menacé d'expulsion par le tiers-lieu qui l'héberge. L'Après M ainsi que d'autres associations décident de contacter en privé le responsable du tiers-lieu, à travers un échange oral et un courrier collectif non public. Les membres de l'Après M sont conscients de la vulnérabilité de leur position dans le jeu politique et dans l'espace de l'économie alternative. Ils ne veulent pas risquer de se faire d'ennemis, leurs objectifs sont clairs, il faut pérenniser l'entraide mise en place dans l'ancien fast food et ne pas se perdre dans des polémiques ou des conflits qui détourneraient l'effort et l'énergie du but premier. Ainsi, lors d'une réunion où cette affaire est soulevée, la proposition de rendre compte de l'événement dans les médias est rejetée par les meneurs du projet qui ne souhaitent pas faire de polémiques spectaculaires.

## **Principes et enjeux de définition de la pratique d'entraide**

Les forces syndicales en présence lors de la mobilisation pour l'obtention du lieu se détachent pour la plupart de la lutte, une fois la conflictualité atténuée. L'obtention des clés et l'aménagement de la distribution alimentaire laissent place à un autre public, moins politisé pour certains (des mamans, des voisins et voisines du quartier), même si quelques militants ou sympathisants de gauche radicale, sensibles aux pratiques anarchistes et à la tradition d'autogestion demeurent présents. Lors de mon séjour en octobre-novembre, des dizaines de militants sont passés, certains quelques heures, d'autres quelques semaines. L'espace interne du restaurant s'assimilait à une plaque tournante du militantisme, les représentants d'associations, des militants, des étudiants en sciences sociales, etc, y passent, échangent des contacts, réalisent de petites enquêtes et certains reviennent aider comme bénévole.

En passant d'une occupation illégale du lieu à son aménagement en « zone à développer » pas encore ancrée dans l'horizon immédiat d'une Scic, une certaine confusion s'installe entre des temps quotidiens et des temps politiques<sup>14</sup>, une sorte de communauté se crée, une deuxième famille pour certains, presque une première pour d'autres qui ont quitté leur pays d'origine, l'Algérie, le Soudan ou autre et qui n'ont pas de famille à Marseille ni vraiment de vie sociale. L'Après M est à ce moment là un espace où la distribution alimentaire du lundi matin se prépare sur toute la semaine. Les produits sont apportés des fermes, des grandes surfaces, de donateurs particuliers, etc. Confectionner les colis sec à l'avance, mettre en ordre les stocks, faire le ménage, etc., sont tant d'activités qui rythment le quotidien et qui contribuent à créer des liens. Les marges de manoeuvre

---

<sup>14</sup> De Lagasnerie, G., (2020), *Sortir de notre impuissance politique*, Fayard.

sont relativement importantes, certains bénévoles viennent avec leur instruments de musique, on y joue de la guitare près du feu, des barbecues s'improvisent, on boit du café, on discute toute la journée, ... il y a moyen de prendre des initiatives. Les bénévoles occupent l'espace, semblent se sentir chez eux, y passent leurs journées, y restent même souvent manger au soir. Nombre des bénévoles sont à ce moment des habitants des cités voisines, des mamans ou des personnes isolées. On y répète toujours qu'« ici, on sait quand on vient mais on ne sait jamais quand on repart ». Un rapport lâche au temps s'institue. Il y a toujours quelque chose à faire.

Concernant la distribution des colis alimentaires, les conditions socio-économiques d'existence de ceux qui organisent la distribution et de ceux qui en profitent semblent proches. Objectivement, les « receveurs » et les « donneurs » de colis ne sont pas très éloignés dans l'espace social. Les uns et les autres pourraient être d'un côté comme de l'autre de la distribution. Beaucoup de bénévoles, comme des adhérents, ne sont pas régularisés, ne touchent pas d'aide de l'Etat ou alors très peu, nombre d'entre eux exercent une activité en marges du salariat pour survivre. Ce sont les habitants du quartier qui s'organisent pour les habitants du quartier, une forme de *care for* qui témoigne d'une prise en charge des siens. C'est une entraide sous le mode du « avec » et non plus « pour » les habitant.e.s du quartier que les meneurs du projet souhaitent mettre en place. La charité est exclue par un effort de symétrie opéré pour rapprocher au maximum les corps (qui donnent et qui reçoivent), rompre la norme sociale d'inégalité qui demeure dans la séparation entre qui donne et qui reçoit. L'idée est de faire participer les personnes qui viennent chercher des colis aux activités de l'Après M, à travers la cuisine, le bricolage, les chantiers, etc. Un effort discursif est déjà investi dans ce sens : un des responsables du projet demande lors d'une réunion en octobre d'utiliser le terme « adhérent » plutôt que « bénéficiaire » pour parler de ceux et celles qui viennent chercher des colis, pour éliminer ou diminuer la hiérarchie et la frontière qui les éloigne des bénévoles. Aussi, l'Après M s'éloigne du modèle de la charité et des autres associations d'aide alimentaire en ce qu'il ne conditionne pas l'aide apportée sur une quantité de justificatifs civils et administratifs. Les personnes nécessitant une aide alimentaire n'ont qu'à venir à l'AprèsM, donner leur nom, leur adresse, leur sexe et elles sont inscrites. Si elles n'ont pas d'adresse, ce sera une localisation approximative qui sera indiquée.

L'organisation de l'entraide semble s'inscrire pour le moment dans une continuité avec le quartier, le réseaux des familles, des contacts, des amis ou des connaissances sollicités pour récupérer des denrées alimentaires, pour trouver du matériel de construction, des outils pour le chantier, etc. N'ayant pas encore d'activité de production et donc pas de rentrée d'argent à investir

dans la distribution alimentaire, celle-ci repose beaucoup sur les dons, les récupérations d'invendus et pour une part également sur des achats effectués avec l'argent des dons. Les pouvoirs publics absents doivent être palliés et les capitaux sociaux ou d'autochtonie sont des ressources mobilisées pour y parvenir. Le boucher fourni quelques kilos de viande qui seront compensés par un don de pains récupéré chez le boulanger, qui lui recevra en échange de l'huile ou des légumes récupérés au marché, etc. Ces échanges non marchands sont dominants à l'après M pour garantir l'approvisionnement des distributions du lundi. On peut imaginer que lorsque le fast social food ouvrira ses portes et que l'association fera du profit, les colis seront confectionnés à partir de produits approvisionnés par d'autres circuits, peut-être davantage marchands car il y aura des rentrées d'argent qui permettront un approvisionnement plus qualitative.

L'ampleur que prend l'Après M place le projet au centre d'une attention tant médiatique que politique, économique et académique. En effet, les unes de journaux, les articles, les publications journalistiques se multiplient au sujet de l'initiative, les associations et coopératives de l'économie sociale et solidaire sont nombreuses à vouloir faire des collaborations avec l'Après M. Les étudiant.e.s sont nombreux.se.s à venir y faire des enquêtes pour des travaux d'enquête de master ou de licence. Cette exposition et cet engouement participent à nourrir une certaine méfiance par rapport à l'extérieur. Un sentiment habite les responsables du projet : celui d'être perdant dans une relation donnant-donnant manquée. Ce sentiment entraîne une posture de méfiance et une volonté de surveiller davantage les frontières du projet. D'un côté, garder le contrôle sur son propre récit, d'un autre ne pas être utilisé pour servir l'intérêt personnel d'autrui. Ce constat donne lieu à une discussion qui préfigure un passage à l'écrit, une formalisation des collaborations extérieures. Quelles qu'elles soient, l'idée sera de faire signer une convention écrite afin de garantir les volontés et les intentions conjointement par les intéressés et les meneurs de l'Après M. Une norme sociale de réciprocité déborde sur le lieu avec une volonté de garantir des échanges équitables entre qui donne et qui reçoit. Une bénévole s'indigne du fait que certaines personnes viennent pour boire le café, elles discutent et puis repartent « sans rien faire ». « Il faut mettre des panneaux partout sur le lieu propose-t-elle avec écrit : « toute personne qui entre sur ce lieu doit mettre la main à la pâte ». Enfin, d'autres bénévoles sont préoccupés de la manière dont l'ouverture prochaine du fast social food et du retour à une activité de production risque de faire tomber le projet sous les logiques capitalistes de production avec une recherche de maximisation du profit, des rythmes de travail intensifs, etc. L'ouverture prochaine du Fast Social Food permettra de rendre compte du modèle social et économique mis en oeuvre à l'Après M ainsi que des valeurs autour du travail et de

l'entraide. Quelle forme de travail est-elle mise en oeuvre à l'Après M ? Pourquoi avoir choisi d'ouvrir le restaurant sous forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ? Comment les univers de références tant syndicalistes, qu'anticapitalistes et religieux des différents bénévoles se mélangent-ils et sont-ils mobilisés pour donner une direction à l'initiative en cours ?

## Bibliographie

Bouillon, F. (2009), *Les mondes du squat*. Presses Universitaires de France.

Bourdieu, P. (1997), 2003. *Méditations pascaliennes*, Editions du Seuil, Paris.

Bourdieu, P. Cours du 11 mai 1973, dans Champagne, P. (2013), « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975 », Le Seuil, « Actes de la recherche en sciences sociales », N° 200.

Coutant, I. (2000), *Politiques du squat*, La Dispute. Chamayou, G. (2018), « La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire », La Fabrique.

De Lagasnerie, G., (2020), *Sortir de notre impuissance politique*, Fayard.

Guéguen, H. Jeanpierre, L. (2022). *La perspective du possible, Comment penser ce qui peut nous arriver, et ce que nous pouvons faire*, La découverte, Paris.

Made in Marseille, 2020, « L'Après M, retour sur le lancement symbolique du fast-food social dans un ancien McDo », <https://madeinmarseille.net/84004-lapres-m-retour-sur-le-lancement-symbolique-du-fast-food-social-dans-un-ancien-mcdo/> (consulté le 30 juin 2022).

Molinier, P. Laugier, S. (2009). *Politiques du care*. Multitudes.

Oldenburg, R. (1989), 1999, *The Great Good place*, Da Capo Press.

« Pour aller plus loin », (2018), *La Lettre de l'OCIM*, mis en ligne le 01 mai 2019, consulté le 11 mai 2022, <http://journals.openedition.org/ocim/2575>

Rédaction Marseille, « Marseille. L'ancien McDonald's de Saint-Barthélemy officiellement racheté par la ville », ActuMarseille, 9 juillet 2021, [https://actu.fr/provence-alpes-cote-d-azur/marseille\\_13055/marseille-l-ancien-mcdonald-s-de-sainte-barthelemy-officiellement-rachete-par-la-ville\\_43337776.html](https://actu.fr/provence-alpes-cote-d-azur/marseille_13055/marseille-l-ancien-mcdonald-s-de-sainte-barthelemy-officiellement-rachete-par-la-ville_43337776.html) (consulté le 30 juin 2022).

Rencontre avec Elsa Dorlin au TNBA à l'occasion de la parution de son ouvrage "Sexe, genre et sexualités : introduction à la philosophie féministe", Librairie Mollat, mars 2022.

Ribeiro, J.U. (2010), *Braziliaanse monologen*, cité par Cherfem, C.O. in Verschuur, C., Guérin, I. et Hillenkamp, I. (dir.), *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires*, Cahiers Genre et Développement, n°10, Genève, Paris : L'Harmattan, 2017, pp. 289-304. « Consubstantialité du sexe, de la race et de la classe dans l'économie solidaire : une analyse à partir du cas de l'usine Catende (Brésil) »

Wright, E.O. (2017), *Utopies réelles*, La Découverte, Paris.